

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1416

14 juin 2013

SOMMAIRE

Agriculture Tourism Investment S.A.	67937	Floann S.A.	67964
Agri-Food S.A.	67925	Freenom S.à r.l.	67958
Albatros Invest S.A.	67937	Glassvision S.à r.l.	67930
Autonomy Real Estate Spain	67932	Global-Waste-Energy S.A.	67956
Autumnleaf S. à r.l.	67968	Halcyon S.à r.l.	67923
Batiselect S.A.	67938	Inmet Luxembourg	67922
Blue Dolphin S.A.	67924	Mark IV USA S.à r.l.	67927
Carina Silva S.à r.l.	67927	Metal Group International S.à r.l.	67934
Carina Silva S.à r.l.	67930	Pasta Point Pétange Sàrl	67967
Carrelages Lux S.à r.l.	67925	Planalto S.A.	67922
Cetiri Holding S.A.	67925	Recypatents S.à r.l.	67953
Cetrel Securities S.A.	67924	Red Point Investments S.A. SPF	67922
Chinna S.A., SPF	67924	Royalux S.A.	67952
Cita Sàrl	67925	SES Astra 2G S.à r.l.	67922
Clarins Ventures S.A.	67923	SES Astra 5B S.à r.l.	67958
Concertine S.A.	67926	Société Internationale d'Investissements Financiers et Technologiques S.A.	67939
Congel International S.à r.l.	67923	Spirallux S.A.	67956
Coopération Luxembourg - Montenegro	67965	Sweden Lux Incentive 2012 S.A.	67949
Coriolan	67926	Think 2 Consult S.A.	67948
Covent Garden Holdings S.à r.l.	67924	Una Mas	67954
Deutsche Bank Luxembourg S.A.	67926	VCP Jet Luxco S.à r.l.	67968
Eren Groupe S.A.	67939		

Inmet Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 155.271.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 de Inmet Luxembourg, Succursale Luxembourgeoise ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013054109/11.

(130066102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Red Point Investments S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 84.191.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour RED POINT INVESTMENTS S.A. SPF

Référence de publication: 2013053574/16.

(130065135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

SES Astra 2G S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.
R.C.S. Luxembourg B 148.246.

EXTRAIT

Suite aux résolutions de l'actionnaire unique en date du 27 mars 2013, le mandat du réviseur d'entreprises, Ernst & Young S.A., 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, n'a pas été renouvelé.

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 400 route d'Esch, L-1471 Luxembourg a été élu Réviseur d'Entreprise et le mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Betzdorf, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013053006/15.

(130064359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Planalto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 49.431.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PLANALTO S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013053554/11.

(130065850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Clarins Ventures S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 82.156.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour CLARINS VENTURES S.A.

Référence de publication: 2013053270/16.

(130065147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Halcyon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 165.387.

—
Par résolutions prises en date du 15 avril 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Alexandre Prost-Gargoz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat;

- nomination de Dominique Robyns, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053383/15.

(130065293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Congel International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 36.413.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE*Extrait*

Par jugement rendu en date du 11 avril 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée CONGEL INTERNATIONAL s.à.r.l., dont le siège social à L-1370 Luxembourg, 16, rue Val Sainte Croix, a été dénoncé en date du 7 juillet 1995.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Jonathan BURGER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 3 mai 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Jonathan BURGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2013053944/21.

(130066344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Blue Dolphin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 140.823.

Les comptes au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLUE DOLPHIN S.A.
GES MARITIME S.A. / NEUMANN Larissa
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013053878/12.

(130066448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Cetrel Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 10, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 117.298.

Extrait des résolutions du Conseil d'administration de la Société en date du 28 février 2013

Le Conseil d'Administration de la Société a nommé Ernst & Young, S.A. (sise au 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, n° RCS B. 47771), en tant que réviseur d'entreprises de la Société, afin d'effectuer l'audit des comptes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Le mandat d'Ernst & Young, Luxembourg se terminera lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.
Pour CETREL Securities S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2013053896/16.

(130066439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Covent Garden Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 128.161.

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

TMF Corporate Services S.A.
Signature
Manager

Référence de publication: 2013053907/14.

(130066333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Chinna S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 72.267.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.
Pour compte de Chinna S.A. SPF
Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013053927/12.

(130066218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Cita Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 46, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 103.258.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour CITA S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2013053935/12.

(130066035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Cetiri Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 45.148.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CETIRI HOLDING S.A.
Société anonyme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013053919/14.

(130066127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Carrelages Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4920 Bascharage, 2, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 168.837.

EXTRAIT

Les décisions prises par l'associé unique en assemblée générale extraordinaire du 18 février 2013 sont les suivantes:

- 1) acceptation de la démission de Monsieur José DA SILVA SANTOS de son poste de gérant technique
- 2) nomination de Monsieur Fernando BRANDAO TEIXEIRA, gérant de sociétés, né à Ribeiro Tropeço - Arouca (Portugal), le 14 juin 1962, demeurant à F-57570 Mondorff (France), 1, rue de Paris, au poste de gérant technique pour une durée indéterminée;

Monsieur Fernando BRANDAO TEIXEIRA peut engager la société par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013053913/16.

(130066674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Agri-Food S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 77.155.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGRI-FOOD S.A.
Alexis DE BERNARDI / Gioacchino GALIONE
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013053791/12.

(130066441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Concertine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 109.579.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 10 avril 2013 lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société Concertine S.A.

- M. Thierry TRIBOULOT a démissionné de ses fonctions avec effet immédiat.

- Mme Noeleen GOES-FARRELL, employée privée, née à Dublin (Irlande), le 28 décembre 1966, résidant professionnellement au 127 rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été cooptée administrateur de la Société avec effet immédiat et jusqu'à 22 août 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CONCERTINE S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013053942/17.

(130066304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Coriolan, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10A, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 176.791.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013053946/11.

(130067038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Deutsche Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 9.164.

—
Société Anonyme constituée le 12 août 1970 par acte de Maître Carlo Funck, notaire de résidence à Luxembourg, publiée au Mémorial C, No 142 du 27 août 1970 et modifiée par actes de Maître Carlo Funck en date des 20 octobre 1970 publiée au Mémorial C, No 180 du 26 octobre 1970 et 21 décembre 1970 publiée au Mémorial C, No 49 du 9 avril 1971 et 12 février 1973 publiée au Mémorial C, No 62 du 9 avril 1973 et 26 novembre 1973 publiée au Mémorial C, no 14 du 23 janvier 1974 et 23 octobre 1975 publiée au Mémorial C, No 32 du 18 février 1976 et 28 mars 1977 publiée au Mémorial C, No 108 du 13 mai 1977 et 11 octobre 1978 publiée au Mémorial C, No 14 du 22 janvier 1979 et 30 octobre 1979 publiée au Mémorial C, No 3 du 4 janvier 1980 et 12 janvier 1981 publiée au Mémorial C, No 48 du 10 mars 1981 et 26 août 1983 publiée au Mémorial C, No 287 du 22 octobre 1983 et 22 novembre 1984 publiée au Mémorial C, No 342 du 17 décembre 1984 et 16 mars 1987 publiée au Mémorial C, No 97 du 13 avril 1987 et 17 mai 1988 publiée au Mémorial C, No 215 du 9 août 1988 et 25 novembre 1992 publiée au Mémorial C, No 59 du 8 février 1993 et 4 décembre 1996 publiée au Mémorial C, No 121 du 13 mars 1997 et 17 décembre 1998 publiée au Mémorial C, No 123 du 26 février 1999 et 31 mai 2006 publiée au Mémorial C, No 1605 du 24 août 2006 et 19 novembre 2009 publiée au Mémorial C, No 2379 du 7 décembre 2009, et 24 mai 2012 publiée au Mémorial C, No 1441 du 9 juin 2012.

Der Jahresabschluß 2012 (Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie Anhang), der Lagebericht der Bank und der Bericht der Abschlußprüfer, wurden einregistriert und beim Handels- und Firmenregister von Luxemburg hinterlegt.

Luxembourg.

Deutsche Bank Luxembourg S.A.

Jürgen Schweig / Stephan Thräm

Référence de publication: 2013053965/26.

(130066855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Mark IV USA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.610.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la société Mark IV USA S.à r.l. en date du 19 avril 2013 les décisions suivantes:

1. Révocation du Gérant A suivant à compter du 10 avril 2013:

Monsieur Mark Gilbert Barberio, ayant pour adresse professionnelle 501, John James Audubon Parkway, bâtiment One Town Center, USA - 14226 Amherst.

2. Nomination du nouveau Gérant A suivant à compter du 10 avril 2013 pour une durée indéterminée:

Monsieur James Craig Orchard, né le 24 août 1950 à Indiana, États Unis d'Amérique, et ayant pour adresse professionnelle 501, John James Audubon Parkway, One Town Center, 14226 Amherst, États Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mark IV USA S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2013052806/21.

(130064930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Carina Silva S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5760 Hassel, 6B, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 176.736.

STATUTS

L'an deux mille treize, le neuf avril;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Madame Carina DA SILVA, esthéticienne, né à Toronto (Canada), le 10 juin 1986, demeurant à L-5760 Hassel, 6B, rue de Luxembourg.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "Carina Silva S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation d'un institut de beauté et de soins corporels avec salon wellness, esthéticienne, manucure, confectionneur d'ongles artificiels et pédicure ainsi que la vente d'articles de la branche.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Weiler-la-Tour (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. la gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Madame Carina DA SILVA, préqualifiée, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associée unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Résolutions prises par l'associée unique

Et aussitôt, la comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi à L-5760 Hassel, 6B, rue de Luxembourg.
2. Madame Carina DA SILVA, esthéticienne, né à Toronto (Canada), le 10 juin 1986, demeurant à L-5760 Hassel, 6B, rue de Luxembourg, est nommée gérante de la Société pour une durée indéterminée.
3. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature individuelle de la gérante.
4. Au sens de l'article 12 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, la signature du présent document est réputée être qualifiée comme ratification de tous les engagements réalisés au nom et pour le compte de la Société durant la procédure de formation.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DA SILVA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 avril 2013. LAC/2013/16679. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013051886/134.

(130063593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Carina Silva S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5760 Hassel, 6B, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 176.736.

Résolutions prises par l'associée unique en date du 9 avril 2013

La soussignée, Madame Carina DA SILVA, esthéticienne, né à Toronto (Canada), le 10 juin 1986, demeurant à L-5760 Hassel, 6B, rue de Luxembourg,

agissant en sa qualité d'associée unique ("Associée Unique"), de la société à responsabilité limitée "Carina Silva S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-5760 Hassel, 6B, rue de Luxembourg, en cours d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, (la "Société"), a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associée Unique décide de restructurer la gérance de la Société et nomme, pour une durée indéterminée, l'actuelle gérante Madame Carina DA SILVA, préqualifiée, comme dorénavant gérante administrative de la Société,

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de nommer, pour une durée indéterminée, Madame Katty Eliane Patricia GEIMER, né à Arlon (Belgique), le 24 septembre 1974, demeurant à L-8080 Bertrange, 11 rue de Longwy, comme gérante technique.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier les pouvoirs de signature des gérants comme suit:

"Jusqu'à concurrence de mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR), la Société peut être engagée par la signature individuelle d'une gérante (administrative ou technique); pour tout engagement dépassant cette contre-valeur les signatures conjointes de la gérante technique et de la gérante administrative sont nécessaires.

Pour toutes opérations qui ne nécessitent pas d'autorisation du Ministère des Classes Moyennes luxembourgeois, la Société pourra être valablement engagée, sans restrictions, par la signature individuelle de la gérante administrative."

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 avril 2013. Relation: LAC/2013/16679. Reçu douze euros 12,00 €.

Carina DA SILVA.

Référence de publication: 2013051887/28.

(130063593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Glassvision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5441 Remerschen, 10, Wisswee.
R.C.S. Luxembourg B 176.674.

STATUTEN

Im Jahre zwei tausend dreizehn.

Den zwölften April.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

- 1.- Frau Birgit HOLBACH, geborene BAUER, Frisör-Meisterin, wohnhaft in D-54450 Freudenburg, Gartenstrasse 7.
- 2.- Frau Brunhilde JÄCKELS, geborene PALM, Kauffrau, wohnhaft in D-54451 Irsch/Saarburg, Schulstrasse, 4.
- 3.- Herr Rolf SCHNEIDER, Maschinenbauer & Kaufmann, wohnhaft in D-54309 Newel, Ramsteiner Weg, 16.

Welche Komparenten hier vertreten sind durch Herrn Markus GUBERNATOR, Auszubildender zum Steuerfachangestellten, beruflich ansässig in L-6776 Grevenmacher, 10, an de Längten, aufgrund von drei Vollmachten unter Privatschrift vom 2. April 2013 respektive vom 8. April 2013,

welche Vollmachten nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch den Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar ersuchten, folgenden Gesellschaftsvertrag zu beurkunden, den sie miteinander abgeschlossen haben:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Zwischen den vorgenannten Parteien, sowie allen welche in Zukunft Inhaber der hiernach geschaffenen Anteile werden, besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung "Glassvision S.à r.l."

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Remerschen.

Er kann durch eine Entscheidung der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der An- und Verkauf (Handel) mit Bauelementen, insbesondere der Handel mit Fenster- und Türelementen, Hausdächern und Fassaden.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausführen, die sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben in irgendeiner Weise fördern.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND SECHS HUNDERT EURO (€ 12.600.-), aufgeteilt in EIN HUNDERT SECHSUNDZWANZIG (126) Anteile, mit einem Nominalwert von je EIN HUNDERT EURO (€ 100.-), welche wie folgt übernommen werden:

1.- Frau Birgit HOLBACH, geborene BAUER, Frisör-Meisterin, wohnhaft in D-54450 Freudenburg, Gartenstrasse 7, zweiundvierzig Anteile	42
2.- Frau Brunhilde JÄCKELS, geborene PALM, Kauffrau, wohnhaft in D-54451 Irsch/Saarburg, Schulstrasse, 4, zweiundvierzig Anteile	42
3.- Herr Rolf SCHNEIDER, Maschinenbauer & Kaufmann, wohnhaft in D-54309 Newel, Ramsteiner Weg, 16, zweiundvierzig Anteile ⁴²	42
Total: ein hundert sechs und zwanzig Anteile	126

Art. 7. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar. Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt welches auch immer die Anzahl seiner Anteile ist und jeder Anteil gibt Anrecht auf eine Stimme. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 11. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Kosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 12. Durch den Tod eines Gesellschafters erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird mit den Erben des Verstorbene weitergeführt.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen durchgeführt.

Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 14. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Einzahlung des Gesellschaftskapitals

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLF TAUSEND SECHS HUNDERT EURO (€ 12.600.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt jedoch am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr ein tausend Euro (€ 1.000.-).

Erklärung

Die Komparenten, vertreten wie vorerwähnt, erklären seitens des unterfertigten Notars Kenntnis erhalten zu haben, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der nötigen Ermächtigungen ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Alsdann sind die Gesellschafter, vertreten wie vorerwähnt, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, in einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten, und haben einstimmig und laut entsprechender Tagesordnung nachfolgende Beschlüsse gefasst:

a) Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden für eine unbestimmte Dauer ernannt:

- Frau Birgit HOLBACH, geborene BAUER, Frisör-Meisterin, geboren in Saarburg (Deutschland), den 24. Mai 1963, wohnhaft in D-54450 Freudenburg, Gartenstrasse 7;

- Frau Brunhilde JÄCKELS, geborene PALM, Kauffrau, geboren in Irsch (Deutschland), am 20. November 1945, wohnhaft in D-54451 Irsch/Saarburg, Schulstrasse, 4;

- Herr Rolf SCHNEIDER, Maschinenbauer & Kaufmann, geboren in Trier, am 1. September 1972, wohnhaft in D-54309 Newel, Ramsteiner Weg, 16;

b) Jeder Geschäftsführer kann die Gesellschaft unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig vertreten und verpflichten.

c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-5441 Remerschen, 10, Wisswee.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. GUBERNATOR, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 avril 2013. Relation: ECH/2013/709. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): J. M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 19. April 2013.

Référence de publication: 2013050615/121.

(130062070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Autonomy Real Estate Spain, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 172.728.

In the year two thousand and thirteen on the twelfth day of April.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Autonomy Real Estate Fund III: Spain Opportunities Master LP., a company having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO BOX 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Island, registered with the Limited Partnerships Cayman Islands under the number mc-67607, duly represented by its General Partner Autonomy AGO General Partner LP having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands,

duly represented by Mr. Christophe COUIC, employee, with professional address in Luxembourg,

by virtue of one (1) proxy given under private seal, on 9 April 2013,

said proxy, after being signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

The appearing party is sole shareholder (the "Shareholder") of the company "Autonomy Real Estate Spain", a société à responsabilité limitée having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 172.728, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, on November 7, 2012, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, number 3027 of December 14, 2012 (the "Company").

The appearing party, represented as stated here above, representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolves to add a new third paragraph in article 6 of the Articles of Association of the Company which shall henceforth be worded as follows:

"The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor".

Second resolution

The Shareholders resolve to restate Article 6 of the articles of association of the Company, which shall henceforth be worded as follows:

" **Art. 6. Share capital.** The capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (EUR 12,500.-), and is represented by FIVE HUNDRED (500) shares of a par value of TWENTY-FIVE EUROS (EUR 25.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said account is at the free disposal of the shareholders.

The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor".

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worked in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le douze avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Autonomy Real Estate Fund III: Spain Opportunities Master LP, une société ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO BOX 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Island, immatriculée auprès du registre Limited Partnerships Cayman Islands, sous le numéro MC-67607 dûment représenté par son General Partner Autonomy AGO General Partner LP ayant son siège social à PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, dûment représentée par Monsieur Christophe COUIC, employé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une (1) procuration donnée sous seing privé le 9 avril 2013.

Cette procuration, signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Laquelle partie comparante est le seul associé (l'«Associé») de la société «Autonomy Real Estate Spain», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172.728, constituée selon un acte reçu par le notaire Jean-Joseph WAGNER en date du 7 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3027 du 14 décembre 2012 (la «Société»).

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'insérer un troisième alinéa de l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

«La Société pourra, sans limite aucune, accepter tout apport de fonds propres ou toute autre contribution sans émission de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport, et pourra créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes devront être prises par l'(les) Associé(s) et seront régies par la Loi de 1915 et les présents statuts. Afin d'éviter toute équivoque, chacune de ces décisions pourra, sans caractère obligatoire, allouer tout montant apporté à l'apporteur».

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de reformuler l'article 6 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12,500.-) représenté par CINQ CENTS (500) parts sociales d'une valeur de VINGT-CINQ EUROS (EUR 25.-) chacune.

Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

La Société pourra, sans limite aucune, accepter tout apport de fonds propres ou toute autre contribution sans émission de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport, et pourra créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes devront être prises par l'(les) Associé(s) et seront régies par la Loi de 1915 et les présents statuts. Afin d'éviter toute équivoque, chacune de ces décisions pourra, sans caractère obligatoire, allouer tout montant apporté à l'apporteur».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Le document a été lu à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, laquelle comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. COUIC, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 avril 2013. Relation: EAC/2013/5095. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013051088/100.

(130063294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Metal Group International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 175.860.

In the year two thousand thirteen, on the eighth day of March,

before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Commodities Group International Pte. Ltd., a private company limited by shares incorporated under the laws of Singapore, having its registered office at 80 Raffles Place #26-01 UOB Plaza, Singapore, 048624 and registered with the Registrar of Companies and Businesses of Singapore, under number 201230976K (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. it is the sole shareholder of Metal Group International S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered

office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (RCS) under number B 175860 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on March 8, 2013, in the process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial). The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the incorporation;

II. the Company has a share capital of at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a nominal value one euro (EUR 1.-) each, all held by the Sole Shareholder;

III. the agenda of the meeting is as follows:

1. Amendment and restatement of article 8.1. of the articles of association of the Company (the Articles).
2. Amendment and restatement of article 8.3. (i) of the Articles.
3. Miscellaneous.

IV. after the foregoing agenda was duly examined, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and restate article 8.1. of the Articles so that it shall read as follows:

" 8.1. Powers of the board of managers.

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management to the manager(s) who hold(s), for the benefit of the Company and acting individually, the business license delivered by the Ministry of Middle Class, Tourism and Accommodation enabling him/her to run the day-to-day business of the Company (the Technical Manager(s)) consistent with the Company's corporate object.

(iii) Special or limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board and, within the scope of the day-to-day management, by the Technical Manager acting and signing individually."

Second resolution

The Shareholder resolves to amend and restate article 8.3. (i) of the Articles so that it shall read as follows:

" 8.3. Representation.

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters (x) by the joint signature of any two managers, (y) if the shareholders have appointed managers as Class A managers or Class B managers, by the joint signatures of one (1) Class A manager and one (1) Class B manager, and (z) within the scope of the day-to-day management of the Company, by the signature of the Technical Manager(s), acting and signing individually."

Estimate of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the representative of the appearing party, the representative signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huitième jour de janvier,

par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Commodities Group International Pte. Ltd., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Singapour, dont le siège social se situe à 80 Raffles Place #26-01 UOB Plaza, Singapore, 048624 et inscrite au registre des sociétés de Singapour, sous le numéro 201230976K (l'Associé Unique).

Représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. il est l'associé unique de Metal Group International S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (RCS) sous le numéro B 175860 (la Société). La Société a été constituée le 8 mars 2013 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution;

II. la Société dispose d'un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par douze mille cinq cents parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, toutes détenues par l'Associé Unique;

III. l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Modification et refonte de l'article 8.1. des statuts de la Société (les Statuts).
2. Modification et refonte de l'article 8.3. (i) des Statuts.
3. Divers.

IV. Après que l'ordre du jour qui précède ait été dûment examiné, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier et refondre l'article 8.1. des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« 8.1. Pouvoirs du conseil de gérance.

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil est autorisé à déléguer la gestion journalière au(x) gérant(s) détenant, au profit de la Société et agissant individuellement, l'autorisation d'établissement délivrée par le Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement lui(leur) permettant de conduire les affaires journalières de la Société (le(s) Gérant(s) Technique(s)) conformément à l'objet social de la Société.

(iii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques, par le Conseil et, dans le cadre de la gestion journalière, par le(s) Gérant(s) Technique(s) agissant et signant seul(s).»

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier et refondre l'article 8.3. (i) des Statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« 8.3. Représentation.

(ii) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (x) par la signature conjointe de deux (2) gérants, (y) si les associés ont nommé des gérants comme gérants de Classe A ou comme gérants de Classe B, par la signature conjointe d'un (1) gérant de classe A et d'un (1) gérant de classe B, et (z) dans le cadre de la gestion journalière de la Société, par la signature du(des) Gérant(s) Technique(s) agissant et signant seul(s).»

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 1.200.-.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date et année qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire des parties comparantes a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2013. Relation: LAC/2013/17281. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051442/121.

(130063297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Agriculture Tourism Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 96.148.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25.04.2013.

Pour: AGRICULTURE TOURISM INVESTMENT S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Nathalie Lett

Référence de publication: 2013053792/15.

(130065933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Albatros Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 98.862.

L'an deux mille treize, le quinze avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée Générale») de la société anonyme «ALBATROS INVEST S.A.» (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 98.862, constituée suivant acte notarié du 23 janvier 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 319 le 19 mars 2004. Les statuts ont été modifiés en suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 9 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2031 du 30 octobre 2006.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Marie-Line SCHUL, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Amélie BURUS, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Cornelia METTLEN, juriste, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

A) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article premier (1^{er}), deuxième alinéa et de l'article huit (8), premier alinéa des statuts. Insertion de la possibilité pour le conseil d'administration de transférer le siège à l'intérieur de la commune;

2. Mise à jour des statuts afin d'y intégrer les modifications apportées par la loi du 25 août 2006 à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

3. Modification de l'article cinq (5) des statuts par l'ajout d'un nouveau cinquième alinéa introduisant la possibilité au Conseil d'Administration de prendre des décisions par voie circulaire;

4. Divers.

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat. De plus, l'Assemblée générale décide de formaliser le pouvoir donné au conseil d'administration (ou à l'administrateur unique, le cas échéant) de transférer le siège social à l'intérieur de la commune.

En conséquence, et avec même effet, l'article premier (1^{er}), deuxième alinéa et l'article huit (8), premier alinéa des statuts de la Société sont modifiés, lesquels auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. (deuxième alinéa). «Le siège social est établi dans la commune de Strassen. L'adresse du siège social peut être transférée dans la commune de ce dernier par décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique le cas échéant.»

Art. 8. (premier alinéa). «L'assemblée générale annuelle se réunit le troisième vendredi du mois de mai à quatorze heures dans la commune du siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.»

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide d'adapter les statuts de la Société en tenant compte des modifications apportées à la loi du 10 août 1915 par la loi du 25 août 2006.

En conséquence, l'article quatre (4) premier alinéa et l'article cinq (5), septième alinéa des statuts de la Société sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

Art. 4. (premier alinéa). «La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.»

Art. 5. (septième alinéa). «La société se trouve engagée soit par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs, soit par la signature unique de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.»

Enfin, l'Assemblée Générale décide de supprimer le sixième alinéa de l'article cinq (5) des statuts subordonnant la délégation à un administrateur à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article cinq (5) des statuts de la Société par l'ajout d'un nouveau cinquième alinéa qui aura la teneur suivante:

Art. 5. (nouveau cinquième alinéa). «Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.»

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, au nouveau siège social de la société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes,
Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants susmentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: M.L. SCHUL, A. BURUS, C. METTLEN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 17 avril 2013. Relation: EAC/2013/5106. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013051100/82.

(130063403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Batiselect S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 446A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 104.729.

L'an deux mille treize, le neuf avril.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BATISELECT S.A., avec siège social à Trintange, constituée suivant acte notarié en date du 17 novembre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 199 du 5 mars 2005 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 9 mars 2011, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 1280 du 14 juin 2011.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean MOUSEL, administrateur de sociétés, demeurant à L-5460 Trintange, 1A, rue des Vignes,

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Monsieur Victor VANGELISTA, administrateur de sociétés, demeurant à L-4930 Bascharage, 26, bd. J-F Kennedy,

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1) Transfert du siège social à L-1940 Luxembourg, 446A, route de Longwy.

2) Modification de l'article 2 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de Trintange à L-1940 Luxembourg, 446A, route de Longwy.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'alinéa 1^{er} de l'article 2 des statuts comme suit:

Art. 2. (Premier alinéa). Le siège social est établi à Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. MOUSEL, V. VANGELISTA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2013. Relation: LAC/2013/17283. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051142/45.

(130063311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

**Eren Groupe S.A., Société Anonyme,
(anc. SIIF TECH S.A., Société Internationale d'Investissements Financiers et Technologiques S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 39.052.

L'an deux mille treize, le onzième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de SOCIETE INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENTS FINANCIERS ET TECHNOLOGIQUES S.A., en abrégé SIIF TECH S.A. (la «Société»), une société anonyme ayant son siège social au L-2449 Luxembourg, 25B, Boulevard Royal, immatriculée auprès du Registre et des Sociétés sous le numéro B 39.052, constituée suivant acte reçu le 23 décembre 1991 par Maître Marc Elter, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 237 du 3 juin 1992.

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par acte du notaire soussigné, le 21 décembre 2012 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 440, le 22 février 2013.

L'assemblée a été présidée par Pierre DAGALLIER, demeurant professionnellement au 13 Rue des bains, L-1212 Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire et l'assemblée comme scrutateur Alain ROBILLARD, demeurant professionnellement au 30 Rue Ernest Béres, L-1232 Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Il appert de la liste de présence établie par les membres du bureau que des 147.898.651 dont 550.000 actions propres, toutes les actions sont dûment présentes/représentées à la présente assemblée.

Cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées „ne varetur" par les comparants et le notaire soussigné.

II. Tous les actionnaires, étant représentés, ont déclaré avoir eu connaissance préalable de l'ordre du jour et que l'assemblée peut régulièrement délibérer sur tous les points à l'ordre du jour, sans obligation de justifier l'accomplissement des formalités de convocation.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification de la dénomination sociale de la Société SOCIETE INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENTS FINANCIERS ET TECHNOLOGIQUES S.A., en abrégé SIIF TECH S.A. en EREN GROUPE S.A. avec effet immédiat.

2. Modification de l'article premier:

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est par la présente établi, entre les actionnaires, une société anonyme sous la dénomination de EREN GROUPE S.A. (la «Société»).

3. Adoption d'une version anglaise des statuts, la version française faisant foi en cas de divergence entre la version anglaise et la version française.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première et Deuxième résolutions

L'assemblée a décidé de modifier la dénomination sociale de la Société en EREN GROUPE S.A. avec effet immédiat et de modifier en conséquence l'article premier des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est par la présente établi, entre les actionnaires, une société anonyme sous la dénomination de EREN GROUPE S.A. (la «Société»).

Troisième résolution

L'assemblée a décidé d'adopter suite à la version française des statuts de la Société une version anglaise.

En cas de divergence entre la version anglaise et la version française des statuts de la Société, la version française fera foi.

Suit la version anglaise des statuts qui se lit comme suit:

Art. 1. Form - Name. There is hereby formed between the shareholders a public limited company (société anonyme) under the name of EREN GROUPE S.A. (the 'Company').

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by decision of the shareholders deliberating in the manner required for the modification of the present articles of association, in accordance with Article 31 hereinafter. The death or the winding-up of the single Shareholder or of the Shareholders will not cause the liquidation of the company.

Art. 3. Object. The Company's object, both in the Grand-Duchy of Luxembourg as abroad, is to:

- Take interests and participations, directly or indirectly in any business or company existing or to be created by all appropriate means, alliances, contributions, mergers, stock options, bonds, or other securities, acquisitions of equity rights and under any form.

- Develop and monitor the operation of the branches and participations.

- Supply administrative, legal, accounting, financial, real estate services, but only to the Company's shareholders, the direct or indirect branches of its shareholders, the direct or indirect branches of the Company, or to any company or business belonging to the same group of companies as the Company (the 'Group'), as well as manage the cash of the Group.

- Help the Group, by granting loans, advances, guarantees, security interests or in any other way.

- Use and manage by any means any property, whether real or personal, movable or immovable, any patent and trademark got or to be got by the Company, acquired or brought to it, in any capacity.

- Take part by any means in any operation likely to relate to its corporate object by way of incorporation of new companies, subscription or purchase of securities or equity rights, of merger or by any other way.

- Any commission or brokerage transactions related to the above mentioned corporate object.

- In general the company may carry out any financial, commercial, industrial operations and any transactions in respect of real estate, related to the above mentioned corporate object, deemed necessary or useful for fulfilling and developing its corporate object, provided that the Company does not enter into any transactions or operations that may result for

the Company undertaking an activity for which approval would be necessary or that would be considered as a regulated activity.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the district of Luxembourg pursuant to a resolution of the managing board of the Company (the 'Managing Board'). Branches, subsidiaries or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Managing Board.

4.2 In the event that the Managing Board determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital - Shares, Profit Shares and Certificates.

5.1 The subscribed and fully paid share capital of the Company is EUR 561,986,226.74 (five hundred and sixty-one million nine hundred and eighty-six thousand two hundred and twenty-six Euro seventy-four Eurocents) represented by 147,898,651 (one hundred and forty-seven million eight hundred and ninety-eight thousand six hundred and fifty-one) shares without mention of a nominal value.

5.2 The shares carry the right to an ordinary dividend allocated in accordance with the number of shares of each shareholder.

5.3 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form.

5.4 The Company shall consider the person on whose behalf the shares are registered in the register of shareholders as the true owner of such shares. Certificates confirming such registrations may be delivered to the shareholders.

5.5 Any transfer of registered shares shall only be effective after registration in the Company's register of shares, after the issuance of a one or several certificates issued with respect to the shares of the Company, with an instrument of transfer satisfactory for the Company or with written statements of transfer registered in the register of shares, which shall be dated and signed by the transferor and the transferee, or their representatives.

5.6 As far as the law allows it, the Company shall be entitled to redeem its own shares.

5.7 In addition to shares representing the corporate capital, profit shares or similar securities may be created (the "Profit Shares") within the limits laid down by Article 37 of the Law of August 10, 1915, as amended. A special reserve ("the Reserve") which is not part of the corporate capital may be created specially for that purpose. The extraordinary general meeting of shareholders may issue Profit Shares at its sole discretion without reserving any preferential right to subscribe to the shareholders or holders of Profit Shares.

5.8 Each Profit Share will be entitled to a priority distribution, to be collected from the profits, premiums or available reserves (including the Reserve) of the Company, for an amount calculated on the par value or, in the absence thereof, on the accountable par of the Profit Shares, multiplied by the rate as stated by the General Meeting that shall decide upon the issue of Profit Shares. If for any reason, the priority distribution is not paid during one given year, the payment of the said priority distribution is to be made in a priority during the following year that allows such distribution.

Distributions on Profit Shares from any net income after tax, any reserve (including the Reserve) and/or premium are decided by the extraordinary general meeting of shareholders in compliance with legal provisions. Interim distributions on Profit Shares may be decided and paid by the Managing Board subject to the condition of compliance with the terms set by the law on the distributions of interim dividends to shareholders, either in cash or in kind.

Any distribution declared shall be paid to the registered office of the Company or at the counters indicated by the Managing Board (subject to the decisions by the extraordinary general meeting of shareholders).

A distribution declared but not paid (and not claimed) after five years cannot be claimed by the concerned holder, and shall be subject to limitation due to the holder's lack of intervention and so, shall return to the Company. No interest shall be paid on the distributions declared, but not claimed, which are held by the Company on behalf of holders.

Distributions on Profit Shares may be declared and paid independently of any distribution on shares and shall not entitle any shares to any proportionate distribution or any other right.

5.9 Profit Shares are no-voting and their holders cannot claim any voting right in the Company. Holders of Profit Shares who are not shareholders may attend any meeting of shareholders, but with no voting right. Holders of Profit Shares are not empowered to convene nor to requisition shareholder meetings.

5.10 The Company may proceed to purchase or redeem its own Profit Shares based on their par value and may hold the said Profit Shares in cash.

5.11 Profit Shares of the Company are issued in the registered way.

5.12 The Profit Shares register shall be kept at the registered office Company, where any Profit Share holder shall be able to control it. Ownership of Profit Shares is established by the entry in the said register.

5.13 Profit Shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognise only one holder per Profit Share. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Profit Shares until one holder has been so appointed. The same rule shall apply in the case of a conflict between an usufructuary and a bare owner or between a pledgor and a pledgee.

5.14 All notifications or communications to the Profit Shares holders shall be deemed to have been validly sent to the last address notified by the Profit Shares holder to the Company. If a Profit Shares holder does not provide a valid address to the Company for any further sending of notification and communication for which the holder is the addressee, the Company may give an opinion in such way in the aforementioned registers and the address of the concerned Profit Shares holder shall be deemed to be the registered office of the Company or any other address that shall be notified by the Profit Shares holder to the Company. The Profit Shares holder may change his address at any time by written notification sent to the Company.

Art. 6. Increase and Reduction in capital. The Company's share capital may be increased or reduced by decision of the shareholders deliberating in the manner required for the modification of the present articles of association, in accordance with Article 32 hereinafter.

Art. 7. Shareholders' meeting.

7.1 Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company (the "General Meeting" shall represent the entire body of shareholders of the Company. It is vested with the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company. When and as long as the Company has one single shareholder, the latter shall exercise the powers granted by the law to the General Meeting.

7.2 Each share is entitled to one vote. Any shareholder of the Company may act during any General Meeting by giving a proxy to any other person as his representative, by letter, fax, telegramme, telex or e-mail provided the authenticity of such e-mail can be established.

7.3 Any shareholder of the Company may take part and vote in any General Meeting by videoconference or any other similar means of communication that enables the persons participating at the General Meeting to communicate simultaneously and hear each other. The participation in or the holding of a meeting by these means shall be deemed equivalent to a participation in person at or the holding of such meeting.

7.4 In compliance with the law, the yearly General Meeting shall be held at the registered office of the Company or at any other place in Luxembourg that shall be set in the convening notice, on the third Friday of the month of May of each year at ten (10) o'clock (Luxembourg time). If this day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next business day. The yearly General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Managing Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 8. Notification deadlines, Quorum, Convening notices, Proxies, and Vote.

8.1 Notification deadlines and quorums required by the law shall apply to the convening notices and to the conduct of the General Meeting, except as otherwise provided in the articles of association.

8.2 A General Meeting may be convened by the Managing Board as well as by the Supervisory Board. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if shareholders representing one tenth of the capital require so in writing with an indication of the agenda. One or more shareholders who together hold at least ten percent of the corporate capital may request that one or more additional items be put on the agenda of any General Meeting. Such request shall be sent by registered letter and received by the Company at last five (5) days prior to holding of the General Meeting. The Managing Board or the Supervisory Board may set any other requirement that shall have to be fulfilled by the shareholders in order to attend a General Meeting.

8.3 Convening notices for every General Meeting shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days (8) and eight days (8) before the meeting, in the Mémorial and in a Luxembourg newspaper.

8.4 Notices by mail shall be sent eight days before the General Meeting to registered shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with.

8.5 Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made only by registered letters.

8.6 Unless otherwise provided by the law or by the articles, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the shares.

8.7 The General Meeting shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the company. If the first of these conditions is not satisfied, a second General Meeting may be convened, in the manner prescribed by the articles, by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the General Meeting in the Memorial and in two (2) Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings,

resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

8.8 The nationality of the company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders, whether there are bondholders.

8.9 If all the shareholders of the Company are present or represented at the General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the Meeting, the meeting may be held without prior notice.

8.10 The General Meeting shall be chaired by the chairman of the Managing Board, or in his absence, by another member of the Managing Board. If no member of the Managing Board is present, the General Meeting chooses an ad hoc chairman. The chairman appoints one secretary and the shareholders appoint one scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer make up the Bureau (Board).

8.11 Minutes of the General Meeting shall be signed by the members of the bureau of the meeting and by the shareholders who request to do so.

8.12 However, for any resolution of the General Meeting that need to be certified, copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Managing Board or by two members of the Managing Board.

Art. 9. Management of the Company.

9.1 The Company is managed by a Managing Board which fulfils its duties under the supervision of a supervisory board (the "Supervisory Board").

9.2 The Company must be managed by a Managing Board composed of at least three (3) members, who are not required to be shareholders.

Art. 10. Appointment and Removal of the members of the Managing Board.

10.1 The members of the Managing Board shall be appointed by The General Meeting. The General Meeting may remove any member of the Managing Board with or without proper justification.

10.2 Members of the Managing Board may be reelected.

10.3. The term of office for each member of the Managing Board shall be for one (1) year.

10.4 In case of vacancy of the office of a member of the Managing Board as a result of death, retirement, resignation or any other cause, the Supervisory Board appoints new members to fill the vacancy."

10.5 Where a legal entity is appointed as member of the Managing Board, it shall designate a natural person as a permanent representative who represents it as member of the Managing Board, pursuant to the law.

Art. 11. Meetings of the Managing Board.

11.1 The Managing Board must appoint one chairman (the "Chairman of the Managing Board") among its members and may appoint one secretary, whether he or she is a member of the Managing Board or not, who shall be in charge of keeping minutes of the meetings of the Managing Board, and of the decisions taken by the General Meeting. The Chairman of the Managing Board shall preside at all meetings of the Managing Board. In his absence, the other members of the Managing Board shall elect another Chairman pro tempore, who shall preside the relevant meeting, where decisions shall be taken by a majority of votes cast of the members of the Managing Board present or represented at the relevant meeting.

11.2 The meeting of the Managing Board takes place in Luxembourg, if convened by the Chairman of the Managing Board or by two (2) members of the Managing Board, at the time indicated in the convening notice.

11.3 A written notice of any meeting of the Managing Board is given to all the members of the Managing Board at least twenty-four (24) hours prior the date planned for the meeting, unless there is special urgency, in which case the nature and the reasons for the urgency shall be shortly mentioned in the convening notice.

11.4 If all the members of the Managing Board are present or represented at the meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the Meeting, the meeting may be held without prior notice. The written convening notice may also be waived with the approval of each member of the Managing Board by writing, using the original copy or by fax or by e-mail. No special convening notice is required for a meeting of the Managing Board which is held at the place scheduled in a resolution previously adopted by the Managing Board.

11.5 The Managing Board shall meet as often as required by the interest of the company, but at least once every three months.

11.6 Any member of the Managing Board may be represented at a Managing Board meeting by designating by writing, using the original copy or by fax or by e-mail, any other member of the Managing Board as his/her proxy.

11.7 The Managing Board can validly deliberate and decide if the meeting takes place in Luxembourg and if at least half of its members are present or represented. One member of the Managing Board may represent one or several other members of the Managing Board, provided that two (2) members of the Managing Board are at least physically present at the meeting. Decisions are made by a majority vote of members present or represented.

11.8 In the event of a tie, the Chair of the Managing Board will have a casting vote.

11.9 Participating to the Managing Board by means of a telephone conference call, video-conference or any other form of similar communication is allowed.

11.10 Notwithstanding the foregoing clauses, members of the Managing Board may also vote by means of a circular document in case of emergency or under extraordinary circumstances. Such resolution shall consist of one single or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically, by all the members of the Managing Board. The date of such resolution is the date of the last signature.

Art. 12. Minutes of the Managing Board meetings.

12.1 Minutes of the Managing Board meetings shall be signed by the Chairman of the Managing Board or by any other member of the Managing Board who took the chair, or by all the members of the Managing Board presents at the meeting.

12.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Managing Board or by two other members of the Managing Board.

Art. 13. Powers and Duties of the Managing Board.

13.1 The Managing Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the law, or by the articles of association, to the general meeting or to the Supervisory Board fall within the competence of the Managing Board. Among other, the Managing Board shall be entrusted with the task of finding new investments, checking the related analytical data, and analysing the feasibility of such investments. It will also follow up on the investments and prepare the report on the Company investments.

13.2 At least every 3 (three) months, the Managing Board shall produce a report to the Supervisory Board, that details the business activities of the Company in progress and their foreseeable development. In addition, the Managing Board shall inform the Supervisory Board of any event likely to have a major impact on the operations of Company.

13.3 When an operation requires the approval of the Supervisory Board (pursuant to Article 21.3 of the present articles of association) and in case of refusal by such Supervisory Board, the Managing Board may refer the question to the General Meeting which shall definitively take the decision.

Art. 14. Delegation of powers.

14.1 The Managing Board may appoint one (or several) day-to-day manager, whether he/she is a shareholder or not, a member of the Managing Board or not, with the exception of any member of the Supervisory Board, who shall be fully vested to act on behalf of the Company with respect to day-to-day management.

14.2 The Managing Board may appoint one person, whether he/she is a shareholder or not, a member of the Managing Board or not, with the exception of any member of the Supervisory Board, who shall act as a permanent representative of any entity in which the Company is appointed as a member of Managing Board. In all cases, such permanent representative shall act following consultations with the Managing Board, on behalf and for the account of the Company, and shall bind such entity as member of the Managing Board of this entity, provided that the Managing Board has been previously consulted.

14.3 The Managing Board may also appoint a person, whether he/she is a member of the Managing Board or not, with the exception of any member of the Supervisory Board, who shall that the performance of specific tasks for the benefit of the Company is met.

14.4 Any delegation of powers made under that Article 14 by the Managing Board shall be subject to the provisions of Article 21.3.

Art. 15. Authorised signatures. In any circumstances, the Company is committed to third parties by the joint signature of two members of the Managing Board of the Company, among which the signature of the Chairman of the Managing Board. The company is also committed by the joint signatures of any person or by the individual signature of any person to whom such power of signature shall be delegated by the Managing Board, but only within the limits of the powers given by the Supervisory Board to the members of the Managing Board pursuant to Article 21.3. Within the limits of daily management, the Company is bound by the sole signature of the person appointed to such effect.

Art. 16. Liability of the members of the Managing Board.

16.1 The members of the Managing Board assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the articles of association as well as the applicable provisions of the law. They shall be liable to the Company for the execution of the mandate given to them and for any misconduct in the management of the Company's affairs.

16.2 They shall be jointly and severally liable both towards the Company and any third parties for damages resulting from the violation of the law or the present articles of association.

Art. 17. Remuneration of the Managing Board.

17.1 The Company shall be entitled to pay special remuneration to the members of the Managing Board and to their heirs, executors, administrators for any expense reasonably incurred by them in respect of any suit, action, or proceeding in which they shall be involved due to the fact that they were or are members of the Managing Board or act as the Manager of the Company or, at the request of any other company for which the Company is a shareholder or a creditor and from

which they are not entitled to be indemnified, except in connection with business in which they shall be finally judged liable for gross recklessness or mismanagement.

17.2 In case of transaction, the remuneration shall only be paid in relation with the business activities under the transaction and for which the Company is advised by a counsellor that the person to be remunerated has not failed to fulfil his/her duties in the above mentioned manner. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. Appointment of the Supervisory Board.

18.1 The management of the Company by the Managing Board is supervised by the Supervisory Board. The Managing Board is supervised by a Supervisory Board made of three (3) persons at least, who do not need to be shareholders of the Company.

18.2 Where a legal entity is appointed as member of the Supervisory Board, it shall designate a natural person as a permanent representative who represents it as member of the Supervisory Board, pursuant to the law.

18.3 General Meetings also determine the number of members making the Supervisory Board, as well as their remuneration (if the mandate is remunerated) et the duration of their mandate. Any member of the Supervisory Board may be revoked at any time pursuant to a decision by the General Meeting.

Art. 19. Meetings of the Supervisory Board.

19.1 The Supervisory Board must appoint one chairman (the "Chairman of the Supervisory Board") among its members and may appoint one secretary, whether he or she is a member of the Supervisory Board or not, who shall be in charge of keeping minutes of the meetings of the Supervisory Board. The Chairman of the Supervisory Board shall preside at all meetings of the Supervisory Board. In his absence, the other members of the Supervisory Board shall elect another Chairman pro tempore, who shall preside the relevant meeting, where decisions shall be taken by a majority of votes cast of the members of the Managing Board present or represented at the relevant meeting.

19.2 The meeting of the Supervisory Board takes place in Luxembourg, if convened by the Chairman of the Supervisory Board or by two members of the Supervisory Board, as often as required by the interest of the Company, at the place indicated in the convening notice. A meeting must be called by the Chairman of the Supervisory Board if it is requested by at least two members of the Supervisory Board or by the Managing Board.

19.3 A written notice of any meeting of the Supervisory Board is given to all the members of the Supervisory Board at least eight (8) hours prior the date planned for the meeting, unless there is special urgency, in which case the nature and the reasons for the urgency shall be shortly mentioned in the convening notice.

19.4 If all the members of the Supervisory Board are present or represented at the meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the Meeting, the meeting may be held without prior notice. The written convening notice may also be waived with the approval of each member of the Supervisory Board by writing, using the original copy or by fax or by e-mail. No special convening notice is required for a meeting of the Supervisory Board which is held at the place scheduled in a resolution previously adopted by the Supervisory Board.

19.5 The Supervisory Board shall meet as often as required by the interest of the company, but at least once every three months after the sending of the quarterly report of the Managing Board..

19.6 The Supervisory Board may call upon the members of the Managing Board to attend its meetings. In that particular case, the members of the Managing Board shall be present as consultative members.

19.7 Any member of the Supervisory Board may be represented at a Supervisory Board meeting by designating by writing, using the original copy or by fax or by e-mail, any other member of the Supervisory Board as his/her proxy.

19.8 The Supervisory Board can validly deliberate and decide if the meeting takes place in Luxembourg and if at least half of its members are present or represented. A member of the Supervisory Board may represent more than one of his colleagues, provided however that two members of the Supervisory Board are at least physically present at the meeting.

19.9 In the event of a tie for and against any resolution, the Chair of the Supervisory Board will have a casting vote.

19.10 Participating to the Supervisory Board by means of a telephone conference call, video-conference or any other form of similar communication is allowed.

19.11 Notwithstanding the foregoing clauses, members of the Supervisory Board may also vote by means of a circular document in case of emergency or under extraordinary circumstances. Such resolution shall consist of one single or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically, by all the members of the Supervisory Board (circular resolution). The date of such decision is the date of the last signature.

Art. 20. Minutes of the Supervisory Board meetings.

20.1 Minutes of the Supervisory Board meetings shall be signed by the Chairman of the Supervisory Board or by any other member of the Supervisory Board who took the chair, or by all the members of the Supervisory Board presents at the meeting.

20.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Supervisory Board or by two other members of the Supervisory Board.

Art. 21. Powers and Duties of the Supervisory Board.

21.1 The Supervisory Board continuously ensures the control of the management carried out by the Managing Board, without being authorised to interfere with such management.

21.2 The Supervisory Board shall have an unlimited right to inspect all the transactions of the Company. At the registered office of the Company, its members may inspect the books, accounts, correspondences, minutes and in general all the records of the Company. Upon request of the Supervisory Board, the Managing Board must pass any information relevant to exercise supervision of the management. In addition, the Supervisory Board may undertake or arrange for any investigations necessary for the performance of its duties.

21.3 The Supervisory Board must give its prior approval as far as the following decisions are to be taken by the Managing Board: (i) any significant change made to the annual budget, (ii) any investment decision related to management for an amount equal to, or greater than EUR five million (EUR 5,000,000), other than decisions relating to internal transfers to the Company and to relations between the Company and its direct or indirect branches, (iii) any delegation of powers granted by the Managing Board pursuant to Article 14, (iv) conclusion of any loan or commitment with one third party for a principal amount equal to, or greater than EUR one million (EUR 1,000,000).

Art. 22. Delegation of powers.

22.1 The Supervisory Board may entrust one or more of its members with special mandates for one or more specific purposes. Among other, the Supervisory Board may entrust one or several of its members with its prior approval for some actions falling under the competence of the Managing Board, as described at Article 21.3.

22.2 The Supervisory Board may decide to establish internal committees. It sets the composition and terms of office of such committees and such committees carry out their activities under its responsibility. The attribution of such duties may however not consist in a delegation to a committee of the powers reserved by law or by the articles to the Supervisory Board itself or result in a reduction or limitation of the powers of the Managing Board.

Art. 23. Liabilities of the members of the Supervisory Board.

23.1 The members of the Supervisory Board assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company in relation with their duties of supervision of the management, so long as such commitment is in compliance with the articles of association as well as the applicable provisions of the law. They shall be liable to the Company for the execution of the mandate given to them and for any misconduct in the supervision of the Company's affairs.

23.2 They shall be jointly and severally liable both towards the Company and any third parties for damages resulting from the violation of the law or the present articles of association.

Art. 24. Remuneration of the Supervisory Board.

24.1 The Company shall be entitled to pay special remuneration to the members of the Supervisory Board and, whether relevant, to their heirs, executors, administrators for any expense reasonably incurred by them in respect of any suit, action, or proceeding in which they shall be involved due to the fact that they were or are members of the Supervisory Board or act as the Manager of the Company or, at the request of any other company for which the Company is a shareholder or a creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in connection with business in which they shall be finally judged liable for gross recklessness or lack of supervision.

24.2 In case of transaction, the remuneration shall only be paid in relation with the business activities under the transaction and for which the Company is advised by a counsellor that the person to be remunerated has not failed to fulfil his/her duties in the above mentioned manner. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 25. Being a member of the Managing Board and the Supervisory Board.

25.1 No person may at the same time be a member of the Managing Board and the Supervisory Board.

25.2 However, in the event of a vacancy in the Managing Board, the Supervisory Board may appoint one of its members to act as a member of the Managing Board. During such period, the functions of the person concerned as a member of the Supervisory Board shall be suspended.

Art. 26. Conflicts of interest.

26.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the Managing Board or Supervisory Board or proxy holders of the Company is personally interested in, or is a member of the Managing Board, a director, associate officer or employee of such other company or firm.

26.2 Any member of the Managing Board or Supervisory Board or proxy holder of the Company who is a member of the Managing Board, or serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such an affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

26.3 In the event that any member of the Managing Board or Supervisory Board of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such member of the Managing Board or Supervisory Board shall make known to the Managing Board or Supervisory Board such personal and opposite interest and such conflict shall be reported in the minutes of the resolutions. The concerned person shall not take part to deliberations and vote on such matters; such personal interest of the member of the Managing Board or Supervisory Board shall be reported to the next succeeding meeting.

26.4 In addition, if one member of the Managing Board has a personal and conflicting interest in one operation of the Company, the approval of the Supervisory Board is required for such operation.

26.5 The two preceding paragraphs do not apply to resolutions related to operations carried out in the normal run of the Company, concluded on normal terms.

Art. 27. Disclosure of information.

27.1 Members of the Managing Board and the Supervisory Board, as well as any person convened to attend the meetings of these bodies, are bound by complete discretion with respect to confidential information they have on the Company, except where such disclosure is required or allowed by the laws or regulations in force for the public limited companies, or is in the public interest. This obligation continues after their term of office expires.

27.2 For the purposes of this Article 27, the term "confidential information" shall mean any information disclosed by the Company by any means and related to transactions, investments, and business operations made by the Company.

Art. 28. Auditors - Independent chartered auditors. The operations of the Company shall be supervised by one or several auditors ('commissaires aux comptes') or, if required by the law, by a chartered auditor ('réviseur d'entreprises agréé'), who shall be appointed by the General Meeting for a duration not exceeding six years.

Art. 29. Financial Year. The financial year of the Company shall begin on the first day of the month of January and shall end on the last day of the month of December of the same year.

In compliance with the law, each year, after the closing of the financial year, the Managing Board shall prepare an inventory indicating the value of all the movable and immovable assets of, and all the debts owed to and by, the Company, and the balance sheet and profit and loss account. The Managing Board submits those documents, with a report on the activities of the Company, to the auditor or, as the case may be, to the chartered auditor, who shall prepare one report containing his report on such documents.

Art. 30. Allocation of profits. From the net profits of the company at least five percent (5%) shall be set aside each year to constitute the legal reserve. Such deduction shall no longer be required as soon as this legal reserve reaches one tenth (10%) of the subscribed share capital.

Upon proposal of the Managing Board, the general meeting shall decide on the allocation of the balance of the net profits, and may, without never exceeding the amounts proposed by the Managing Board, decide in a timely manner of the payment of dividends, provided that the priority distribution of the Profit Shares was approved in advance.

Interim dividends can also be distributed, under conditions laid down in the law, upon decision by the Managing Board.

Dividends may be paid in any currency, at a time and place as determined by the Managing Board.

The Managing Board may make the final decision as far as the rates applicable are concerned, in order to convert the amounts of the dividends into the currency used for their payment.

One dividend declared but not paid for one share during five years may not subsequently be claimed by the owner of such share, shall be lost for this owner and returned to the Company.

No interest shall be paid on the dividends declared and not paid, which are held by the Company on behalf of shareholders.

Art. 31. Dissolution and Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of shareholders in charge of such dissolution, and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 32. Amendment of the Articles of Association. The present articles of association may be amended from time to time by the General Meeting voting in the conditions of quorum and majority foreseen by the law.

Art. 33. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with provisions of the Law of ten August nineteen fifteen on commercial companies and of amending laws.

Art. 34. Sole Shareholder. If, and as long as all the shares of a Company come to be held by a sole shareholder, the Company shall exist as single-member company and the sole shareholder shall exercise all the powers entrusted to the General Meetings.

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de l'augmentation de son capital social sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300).

67948

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe (s)) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu ce procès-verbal, les membres du bureau et comparants ont signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Pierre Dagallier, Alain Robillard, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 16 avril 2013. LAC / 2013 / 17432. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051618/480.

(130063255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Think 2 Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5521 Remich, 10, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 162.214.

L'an deux mille treize, le douze avril.

Par-devant Nous Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme THINK 2 CONSULT S.A., ayant son siège social à L-5447 Schwebsange, 79, route du Vin, inscrite sous le numéro B 162214 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant du 11 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2097, du 8 septembre 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Stefan Zwaenepoel, demeurant à Remich.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Madame Katja Lochtman, demeurant à Remich.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Lochtman, prénommée.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1) Transfert du siège social de la société à L-5521 Remich, 10, rue Dicks et modification afférente de l'article 2, première phrase, des statuts.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement. Il ressort de cette liste de présence que l'intégralité du capital social de la société est dûment représentée à l'assemblée.

L'assemblée a approuvé l'exposé de Monsieur le président et après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, et sans abstentions, la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société à L-5521 Remich, 10, rue Dicks et de modifier l'article 2, première phrase, des statuts comme suit:

« **Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la commune de Remich.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire la présente minute.

Signé: S. ZWAENEPOEL, K. LOCHTMAN, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 17 avril 2013. Relation: REM/2013/628. Reçu soixante-quinze euros 75.-€.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 18 avril 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013051780/41.

(130062699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Sweden Lux Incentive 2012 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 174.621.

In the year two thousand and thirteen, on the third day of April.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of the company "SWEDEN LUX INCENTIVE 2012 S.A.", (the "Company"). with registered office in L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, filed at the Luxembourg Trade and Companies Register, under section B, number 174.621 incorporated on 21 November 2012 by deed of the officiating notary, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", number 589 on 11 March 2013. The by-laws were amended by a deed of the officiating notary, on 17 January 2013, in process of being published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations".

The meeting is opened by Mrs Cristiana SCHMIT-VALENT, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, in the Chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Amendment of article 6 and the fourth paragraph of article 8 of the By-Laws.

2.- Miscellaneous.

B) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

C) That the whole share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

D) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolution:

Sole resolution

The meeting resolves to amend article 6 and the fourth paragraph of article 8 of the by-laws, in order to give it the following wording.

" **Art. 6.** The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by the Law.

The Company may issue ordinary shares and/or preferred shares.

Class B Redeemable Preferred Shares, Class C Redeemable Preferred Shares and Class D Redeemable Preferred Shares may only be subscribed by shareholders (i) holding Class A Ordinary Shares and (ii) committing to provide the Company a certain guarantee to be agreed on between the Company, the relevant shareholders and the relevant third party.

Class B Redeemable Preferred Shares, Class C Redeemable Preferred Shares and Class D Redeemable Preferred Shares shall not entail any voting right, subject to the provisions of the Law. They shall all together grant their holders a preferred dividend calculated as 92% of the adjusted profits, i.e. the profits generated by the investments of the Company after payment of all the creditors of the Company, realized by the Company (the "Total Preferred Dividend") and paid upon decision of the board of directors of the Company as follows:

- Preferred Dividend of all Class B Redeemable Preferred Shares = 2,16 % out of the Total Preferred Dividend. Such dividend shall further be split amongst the holders of Class B Redeemable Preferred Shares in proportion to the number of Class B Redeemable Preferred Shares they hold in the Company.

- Preferred Dividend of all Class C Redeemable Preferred Shares = 5,86 % out of the Total Preferred Dividend. Such dividend shall further be split amongst the holders of Class C Redeemable Preferred Shares in proportion to the number of Class C Redeemable Preferred Shares they hold in the Company.

- Preferred Dividend of all Class D Redeemable Preferred Shares = 91,98 % out of the Total Preferred Dividend. Such dividend shall further be split amongst the holders of Class D Redeemable Preferred Shares in proportion to the number of Class D Redeemable Preferred Shares they hold in the Company.

The preferred dividend remaining unpaid due to a lack of sufficient cash-flow shall be rolled over on the following financial year. Class B Redeemable Preferred Shares, Class C Redeemable Preferred Shares and Class D Redeemable Preferred Shares shall not entitle their holder to any ordinary dividend and any liquidation proceeds.

Each of Class B Redeemable Preferred Shares, Class C Redeemable Preferred Shares and Class D Redeemable Preferred Share shall be redeemed by the Company at the discretion of the board of directors at their redemption price corresponding to their accountable par value plus any accrued and unpaid dividend.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with article 9 §§ 1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company."

" **Art. 8. (4th paragraph).** Each Class A Ordinary Share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile."

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at nine hundred Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing proxyholder and members of the board, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same members of the board and proxyholder appearing and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder and members of the board appearing, known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, said persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trois avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «SWEDEN LUX INCENTIVE 2012 S.A.», (la «Société») avec siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, en immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 174.621, constituée le 21 novembre 2012 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 589 du 11 mars 2013. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 17 janvier 2013, en voie de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Madame Cristiana SCHMIT-VALENT, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1.- Modification de l'article 6 et du 4^{ème} alinéa de l'article 8 des statuts.

2.- Divers.

B) Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence; ladite liste de présence, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés et par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

D) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Unique résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 6 et le quatrième alinéa de l'article 8 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Les actions de la société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société peut émettre des actions ordinaires et/ou des actions préférentielles.

Les Actions Préférentielles Rachetables de Classe B, les Actions Préférentielles Rachetables de Classe C et les Actions Préférentielles Rachetables de Classe D peuvent uniquement être souscrites par des actionnaires (i) détenant des Actions Ordinaires de Classe A et (ii) qui s'engagent à fournir à la société une garantie dont les termes ont été conclus entre la Société, les actionnaires concernées et la tierce personne concernée.

Les Actions Préférentielles Rachetables de Classe B, les Actions Préférentielles Rachetables de Classe C et les Actions Préférentielles Rachetables de Classe D ne comporteront aucun droit de vote, sous réserve des dispositions de la Loi. Toutes ces actions feront bénéficier leurs détenteurs d'un dividende préférentiel équivalent à 92% des bénéfices ajustés réalisés, i.e. les profits générés par les investissements de la Société, après paiements de tous les créanciers de la Société, par la Société (le «Dividende Préférentiel Total») et seront versés sur décision du conseil d'administration de la manière suivante:

- Dividende Préférentiel pour toutes les Actions Préférentielles Rachetables de Classe B = 2,16 % du Dividende Préférentiel Total. Ce dividende sera divisé entre les détenteurs d'Actions Préférentielles Rachetables de Classe B, au prorata des Actions Préférentielles Rachetables de Classe B, détenues par ces derniers dans la Société.

- Dividende Préférentiel pour toutes les Actions Préférentielles Rachetables de Classe C = 5,86 % du Dividende Préférentiel Total. Ce dividende sera divisé entre les détenteurs d'Actions Préférentielles Rachetables de Classe C, au prorata des Actions Préférentielles Rachetables de Classe C, détenues par ces derniers dans la Société.,

- Dividende Préférentiel pour toutes les Actions Préférentielles Rachetables de Classe D = 91,98 % du Dividende Préférentiel Total. Ce dividende sera divisé entre les détenteurs d'Actions Préférentielles Rachetables de Classe D, au prorata des Actions Préférentielles Rachetables de Classe D, détenues par ces derniers dans la Société..

Le dividende préférentiel resté impayé en raison d'un manque de trésorerie sera reporté sur l'exercice social suivant. Les Actions Préférentielles Rachetables de Classe B, les Actions Préférentielles Rachetables de Classe C et les Actions Préférentielles Rachetables de Classe D ne devront pas faire bénéficier leurs détenteurs de dividendes ordinaires et du boni de liquidation.

Chacune des Actions Préférentielles Rachetables de Classe B, des Actions Préférentielles Rachetables de Classe C et des Actions Préférentielles Rachetables de Classe D devront être rachetées par la Société à la discrétion du conseil d'administration à leur prix de rachat correspondant à leur pair comptable plus tout dividende accumulé et impayé.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1^{er} et 2. de la Loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de

la société. La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.»

« **Art. 8. (4^{ème} alinéa).** Toute Action de Classe A donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire et des membres de bureau comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire et aux membres de bureau comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana SCHMIT-VALENT, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12 avril 2013. Relation GRE/2013/1504. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013051640/183.

(130063329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Royalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselborn.

R.C.S. Luxembourg B 143.851.

L'an deux mille treize, le vingt-deux février.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "ROYALUX S.A.". R.C.S. Luxembourg Numéro B 143.851 ayant son siège social à L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselborn, constituée par acte du notaire instrumentaire, en date du 18 décembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 156 du 23 janvier 2009.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Joseph DELREE, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-9706 Clervaux, 2A, route d'Eselborn.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, Avenue Victor Hugo. L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, Maître en Droit, domicilié professionnellement au 74, Avenue Victor Hugo. L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois mille deux cents (3.200) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Transfert du siège social à L-1331 Luxembourg, 57, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte et modification subséquente du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts.

2. Dissolution de la société et mise en liquidation.

3. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

4. Décharge aux administrateurs et au commissaire.

5. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social à L-1331 Luxembourg, 57, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

En conséquence le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Alinéa 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Troisième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateurs, pour la durée de la liquidation;

- Monsieur Eric BARAKOWSKY, comptable, né le 2 juillet 1978 à Moyeuve-Grande (France), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 57, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

- Monsieur Dieter GROZINGER DE ROSNAY, juriste, né le 22 mai 1960 à Neuenburg am Rhein (Allemagne), demeurant professionnellement à L-1371 Luxembourg, 105, Val Ste-Croix,

qui auront les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Quatrième résolution

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire de la société pour l'exécution de leur mandat.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J. DELREE, C. PETIT, R. THILL et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1er mars 2013. LAC/2013/9517. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051553/63.

(130062793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Recypatents S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 140.000,00.

Siège social: L-4070 Bertrange, 39, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 156.925.

L'an deux mil treize, le vingt-huit mars.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Ecore Luxembourg S.A., (anciennement: RECYLUX GROUP S.A.), une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social au 462, Route de Longwy, L-4832 Rodange, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 19.793,

dûment représentée par deux de ses administrateurs Monsieur Bruce MONNIER et Monsieur Guillaume DAUPHIN, eux-mêmes ici représenté par Madame Corinne PETIT, employée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé à Bertrange le 12 mars 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant a déclaré être le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée "RECYPATENTS S.à.r.l.", ayant son siège social au 462, Route de Longwy, L-4832 Rodange, constituée suivant acte reçu par Maître Georges D'HUART, notaire alors de résidence à Pétange en date du 11 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2858 du 29 décembre 2010 et modifié en dernier lieu en date du 4 mai 2012, suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2201 du 5 septembre 2012.

Le capital social est fixé à cent quarante mille euros (140.000.- EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de mille quatre cents euros (1.400.- EUR) chacune, entièrement libérées.

Ensuite le comparant déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour des présentes est conçu comme suit:

1. Transfert du siège social du 462, Route de Longwy, L-4832 Rodange au 39, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, avec effet au 4 mars 2013;

2. Modification conséquente de l'article 2 des statuts de la Société;

3. Divers.

L'associé unique siégeant en assemblée générale a pris la résolution suivante:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société du 462, Route de Longwy, L-4832 Rodange au 39, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, avec effet au 4 mars 2013.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède l'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social de la Société est établi à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des gérants.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge, suite à la présente modification, est estimé approximativement à mille euros (1.000.- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation en langue du pays aux comparants, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 avril 2013. Relation: LAC/2013/15732. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051557/55.

(130063181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Una Mas, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 32, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 176.701.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le dix-huit avril.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Alain LORANG, né à Luxembourg le 15 mars 1967, demeurant à L-2343 Luxembourg, 115, rue des Pom-miers,

ci-après dénommée «le comparant».

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée uni-personnelle à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée uni-personnelle sous la dénomination de: "UNA MAS".

L'associé unique pourra à tout moment se réunir avec un ou plusieurs associés et les futurs associés pourront également prendre toutes les mesures nécessaires afin de rétablir le caractère uni-personnel de la société.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcoolisées et non alcoolisées et restauration ainsi que toutes activités connexes.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente-et-un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et de profits.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-), représenté par CENT (100) parts sociales de CENT-VINGT-CINQ EUROS (EUR 125.-) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8.

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend. En présence de plusieurs associés, et pour toutes cessions de parts sociales, les associés bénéficieront d'un droit de préemption.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernière volonté concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession. Jusqu'au partage des dites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdites parts sociales de désigner un mandataire.

En présence de plusieurs associés, les parts sociales peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Pour le surplus, les articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sont applicables.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe les pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé.

A moins que l'associé n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

L'associé unique est habilité à instituer des succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque année, au dernier jour de décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales,
- le solde restera à la libre disposition de l'associé.

Art. 12. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'associé.

Art. 13. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, la partie s'en réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente-et-un décembre deux mille treize (31.12.2013).

Souscription et Libération

Toutes les parts sont souscrites en numéraire par l'associé unique Monsieur Alain LORANG, né à Luxembourg le 15 mars 1967, demeurant à L-2343 Luxembourg, 115, rue des Pommiers, pré-qualifié.

L'associé unique déclare que toutes les parts sociales souscrites sont intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des charges, frais, dépenses, ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à environ mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, prend les résolutions suivantes:

1. Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Alain LORANG, né à Luxembourg le 15 mars 1967, demeurant à L-2343 Luxembourg, 115, rue des Pompiers. La société est valablement engagée par sa seule signature.

2. Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante:

L-1648 Luxembourg, 32, Place Guillaume II.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec moi, notaire, la présente minute.

Signé: LORANG M., MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19/04/2013. Relation: EAC/2013/5227. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051677/94.

(130062719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

**Global-Waste-Energy S.A., Société Anonyme,
(anc. Spirallux S.A.).**

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 5C, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 156.030.

Im Jahre zweitausenddreizehn, den zehnten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich.

Traten die Aktieninhaber der Aktiengesellschaft "SPIRALLUX S.A.", mit Sitz zu L-5450 Stadtbredimus, 5c, route du Vin, zu einer außerordentlichen Generalversammlung Genannte Gesellschaft, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister zu Luxemburg, Sektion B unter Nummer 156.030, wurde gegründet durch notarielle Urkunde vom 14. September 2010, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2519 vom 19. November 2010.

Die Versammlung findet statt unter dem Vorsitz von Herrn Michael SCHERER, Hotelier, wohnhaft in D-66271 Bliesransbach, 71, Bliesbolchenerstrasse.

Der Vorsitzende beruft als Schriftführer Herrn Harald FORD, Kaufmann, wohnhaft in D-67697 Otterberg, Lauersstrasse 18.

Die Versammlung wählt als Stimmzähler Herrn Urs SCHMUTZ, Geschäftsführer, wohnhaft in Oevermo Moskogsvägen 27, SE-793 92 Leksand.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden.

A.- Dass aus einer vom Versammlungsvorstand erstellten Anwesenheitsliste hervorgeht, dass sämtliche Aktionäre in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind; diese Anwesenheitsliste, von den Aktieninhabern respektiv deren Vertretern gegengezeichnet und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden, ebenso wie die ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den amtierenden Notar ne varietur paraphierten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

B.- Dass die Generalversammlung, in Anbetracht der Anwesenheit respektive Vertretung sämtlicher Aktieninhaber, regelmäßig zusammengesetzt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschließen kann.

C.- Dass die Tagesordnung folgende Punkte vorsieht:

Tagesordnung:

1. Abberufung von Herrn Lutz FRITSCH als Mitglied und Delegierter des Verwaltungsrates und Entlastung für die Ausübung seines Mandats.

2. Ernennung von Herr Harald FORD als neues Mitglied des Verwaltungsrates bis zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre des Jahres 2016.

3. Ernennung von Herrn Harald FORD als Delegierter des Verwaltungsrates und Festlegung seiner Unterschriftsvollmacht.

4. Änderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft und Anpassung von Artikel 4 der Satzung.

5. Änderung der Firmenbezeichnung in „GLOBAL-WASTE-ENERGY S.A.“ und Anpassung von Artikel 1 der Satzung. Nach Vortrag dieser Punkte sowie deren Bestätigung durch die Generalversammlung beschließen die Aktionäre einstimmig wie folgt:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt die Abberufung von Herrn Lutz FRITSCH als Mitglied und Delegierter des Verwaltungsrates und erteilt ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandats.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung ernennt als neues Mitglied des Verwaltungsrates bis zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre des Jahres 2016 Herr Harald FORD, vorbenannt.

Dritter Beschluss

Herr Harald FORD wird als Delegierter des Verwaltungsrates ernannt bis zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre des Jahres 2016. Der Delegierte des Verwaltungsrates hat die Befugnis die Gesellschaft mit seiner alleinigen Unterschrift zu verpflichten im Rahmen der normalen Geschäftsausübung der Gesellschaft, inklusive alle Bankoperationen.

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Abänderung des Gesellschaftszwecks und Artikel 4 der Satzung folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist die Erbringung oder Vermittlung von Dienstleistungen im Zusammenhang mit der Vorbereitung, der Projektierung, der Finanzierung, der Organisation, dem Engineering und der Realisierung von Industrieprojekten aller Art, ferner den Handel mit oder die Vermittlung von Ausrüstungsteilen, Maschinen und Industrieanlagen aller Art, die Durchführung von projektspezifischen Untersuchungen, Recherchen und Forschungen sowie die Erstellung, Beschaffung, Analyse, Aufbereitung und Vermittlung von Informationen, Beratungen und Gutachten in Bezug auf Industrieprojekte, der Energiegewinnung sowie der Gewinnung und Verarbeitung von Energieträgern, ferner die Erbringung oder Vermittlung verwandter Dienstleistungen sowie die Wahrnehmung von Schnittstellen-Funktionen zu externen Dienstleistungserbringern und Fertigungsunternehmen in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann unter dem Oberbegriff „Intellectual Property“ noch folgend aufgelistete Rechte erwerben und in Form von Lizenz- und Franchisemodellen weltweit vermarkten:

- Patente,
- Designs,
- Modelle,
- Gebrauchsmuster,
- Marken usw.

Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen und Tochtergesellschaften im In- und Ausland errichten und sich an anderen Gesellschaften im In- und Ausland beteiligen, Vertretungen übernehmen, Garantien und andere Sicherheiten leisten, Finanzierungen für eigene oder fremde Rechnungen vornehmen und Finanzierungen vermitteln sowie alle Geschäfte eingehen und Verträge abschließen, die geeignet sein können, den Zweck der Gesellschaft zu fördern, oder die direkt oder indirekt damit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann Grundstücke erwerben, halten und veräußern sowie alle kommerziellen, finanziellen und anderen Tätigkeiten ausüben, welche mit dem Zweck der Gesellschaft in Zusammenhang stehen.“

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt die Abänderung der Firmenbezeichnung in „GLOBAL-WASTE-ENERGY S.A.“ und Anpassung von Artikel 1 der Satzung wie folgt:

„ **Art. 1.** Es wird hiermit eine luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung „GLOBAL-WASTE-ENERGY S.A.“ gegründet“. Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung stehen, ist die Versammlung hiermit geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Remich, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten, dem Notar mit Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, zusammen mit dem amtierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. SCHERER, H. FORD, U. SCHMUTZ, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 11 avril 2013. Relation: REM/2013/616 Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Remich, den 18. April 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013051778/91.

(130062723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

SES Astra 5B S.à.r.l., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-6832 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 122.975.

—
EXTRAIT

Suite aux résolutions de l'actionnaire unique en date du 27 mars 2013, le mandat du réviseur d'entreprises, Ernst & Young S.A., 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, n'a pas été renouvelé.

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 400 route d'Esch, L-1471 Luxembourg a été élu Réviseur d'Entreprise et le mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Betzdorf, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013053007/15.

(130064395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Freenom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 15, Gruuss Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 176.724.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteenth, on the seventeenth day of April.

Before Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

OpenTLD B.V., a company incorporated under the laws of Netherlands by a deed of notary Van Erp Netwerk Notarissen on 28th of March 2012, having its registered office at Keizersgracht 213, 1016 DT Amsterdam, Netherlands, and registered with the Amsterdam Chamber of Commerce under number 54730619, represented by Mr Johannes Wilhelmus Antonius Zuurbier, businessman, having his professional residence at Brouwersgracht 19, 1015 GA Amsterdam, the Netherlands.

The above named party, represented as mentioned above, has declared its intention to constitute by the present deed a single member limited liability company and to draw up its Articles of Incorporation as follows:

Title I. - Name - Registered office - Purpose - Duration

Art. 1. There is hereby established a single member limited liability company which will be governed by the laws in effect and especially by those of August 10, 1915 referring to commercial companies, as amended from time to time, September 18, 1933 on limited liability companies, as amended and December 28, 1992 on single member limited liability companies (hereafter the "Law") as well as by the present articles (hereafter the "Articles").

Art. 2. The name of the company is "FREENOM S.a R.L."

Art. 3. The registered office of the company is established in the municipality of Weiswampach. It can be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its participants deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 4. The company shall have as its business purpose to engage in all activities related to Internet domain name buying, selling, trading, registration and administration, and any other lawful activities not prohibited to a corporation engaging in such profession by applicable laws and regulations.

In general, the Company may carry out any movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. The company is established for an unlimited term.

Art. 6. The bankruptcy, insolvency or the failure of one of the participants will not put an end to the company.

Title II. - Capital - Parts

Art. 7. The capital of the company is fixed at TWELVE THOUSAND FOUR HUNDRED EURO (EUR 12.400.-) divided into ONE HUNDRED (100) parts of ONE HUNDRED AND TWENTY FOUR EURO (EUR 124.-) each.

Art. 8. Parts can be freely transferred by the sole participant, as long as there is only one participant.

In case there is more than one participant, parts are freely transferable among participants. Transfer of parts inter vivos to non-participants may only be made with the prior approval given in general meeting of participants representing at least three quarters (3/4) of the share capital of the company.

For all other matters, reference is being made to Articles 189 and 190 of the Law.

Art. 9. The heirs, representatives or entitled persons of a participant and creditors of a participant cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to the financial statements and to the decisions of the general meetings.

Title III. - Management

Art. 10. The company is managed by one or more managers appointed by the participants for an undetermined term. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) may be revoked ad nutum.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for the accomplishment of the corporate purpose of the company, except those expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of participants.

Any litigation involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the manager, or in case of plurality of managers, by the board of managers represented by the manager delegated for this purpose.

In case of plurality of managers, the company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers, in case of a sole manager, the company shall be bound by his sole signature.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

In case of plurality of managers, the board of managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the votes of the managers present either in person or by proxy.

All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg.

Resolutions signed by all members of the board of managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition, any member of the board of managers who participates in the proceedings of a meeting of the board of managers by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

Title IV. - General meeting of participants

Art. 11. The sole participant shall exercise all the powers vested with the general meeting of the participants under section XII of the law of August 10th, 1915.

All decisions exceeding the powers of the manager(s) shall be taken by the sole participant. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes, kept in a special register.

In case there is more than one participant, decisions of participants shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. Resolutions shall be validly adopted by the participants representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

However, resolutions to alter the Articles of the company may only be adopted by a quorum of at least fifty per cent (50%) of the existing share capital and the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the issued voting rights present or represented at the general meeting amending the Articles, further subject to the provisions of the Law.

All general meetings of participants shall take place in Luxembourg.

Each part carries one vote at all meetings of participants.

Any participant may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a participant, to represent him at a general meeting of participants and to vote in his name and stead.

Title V. - Financial year - Profits - Reserves

Art. 12. The financial year of the company starts on the first of January and ends on the last day of December of the same year.

Art. 13. Each year on the last day of December an inventory of the assets and the liabilities of the company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The remainder of the net profit is at the disposal of the general meeting of participants.

Title VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 14. In case of dissolution of the company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be participants, designated by the meeting of participants at the majority defined by the Law. The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the participants on the parts of the company.

The final surplus will be distributed to the participants in proportion to their respective participation in the company.

Title VII. - Varia

Art. 15. The parties refer to the existing Law and regulations for all matters not mentioned in the present Articles.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the company and shall end on the 31th of December 2013.

Subscription

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe to the entire capital as follows:

OpenTLD B.V., prenamed, one hundred parts	<u>100 parts</u>
TOTAL, one hundred parts	100 parts

The parts have been fully paid up to the amount of ONE HUNDRED AND TWENTY FOUR EURO (EUR 124.-) per part by a contribution in cash of TWELVE THOUSAND FOUR HUNDRED EURO (EUR 12,400.-).

As a result, the amount of TWELVE THOUSAND FOUR HUNDRED EURO (EUR 12,400.-) is as of now at the disposal of the company as has been certified to the notary executing this deed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of its organization, are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

Extraordinary general meeting

After the Articles have thus been drawn up, the above named participant has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, it passed the following resolutions:

- 1) The registered office of the company is fixed at L-9991 Weiswampach, 15, Gruuss Strooss;
- 2) Have been elected managers (gérants) of the company for an undetermined term:

a) Johannes Wilhelmus Antonius Zuurbier, businessman, born on 24th of January 1972, in Velsen, Netherlands, having his professional residence at Brouwersgracht 19, 1015 GA Amsterdam, the Netherlands;

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English followed by a German version, on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and German text, the English version shall prevail.

The undersigned notary has drawn the attention of the appearing persons to the fact that prior to any commercial activity of the company hereby incorporated, it has to obtain the trading permit(s) in connection with the social object, which is hereby expressly acknowledged by the appearing persons.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary, the present deed.

Follows the german version

Im Jahre zweitausenddreizehn, am siebzehnten Tag im Monat April.

Vor Maitre Paul BETTINGEN, Notar mit dem Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

ERSCHIEN:

OpenTLD B.V., eine nach dem niederländisches Recht durch Urkunde des Notars Van Erp Netwerk Notarissen am 28. März 2012, gegründete Gesellschaft, die ihren Sitz in Keizersgracht 213, 1016 DT Amsterdam, Netherlands hat, und beim Amsterdam Chamber of Commerce unter der Nummer 54730619 registriert ist, vertreten durch Herrn Johannes Wilhelmus Antonius Zuurbier, Unternehmer, beruflich wohnhaft in Brouwersgracht 19, 1015 GA Amsterdam, die Niederlande vertreten werden.

Die vorgenannte Partei, vertreten wie vorerwähnt, erklärt ihre Absicht, mit dieser Urkunde eine unipersonale Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu gründen mit folgender Satzung:

Titel I. - Firma - Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den bestehenden luxemburgischen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, dem Gesetz vom 18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, wie abgeändert, und dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über die unipersonale Gesellschaft mit beschränkter Haftung (hiernach die "Gesetze") und der hiernach folgenden Satzung (die "Satzung") unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft führt die Firma "FREEMOM S.à R.L."

Art. 3. Der Gesellschaftssitz ist in der Gemeinde Weiswampach. Er kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den Regelungen, die für eine Satzungsänderung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Im Falle außergewöhnlicher politischer oder wirtschaftlicher Ereignisse, welche auftreten oder sich dringlich ergeben und die normale Aktivität oder Kommunikation am Gesellschaftssitz mit dem Ausland erschweren, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese Ereignisse oder Umstände nicht mehr vorhanden sind.

Eine solche Entscheidung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Entscheidung wird durch das Organ der Gesellschaft an Drittparteien bekannt gemacht, welches am besten dafür in der Lage ist.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft sind die Aktivitäten im Zusammenhang mit dem Verkauf, Handel, Registrierung und Verwaltung von Internet-Domain-Namen, sowie etwaige sonstige rechtmäßige Aktivitäten betreffend Kapitalgesellschaften, unter Vorbehalt der Aktivitäten die durch geltende Gesetze und Vorschriften verboten sind.

Ganz allgemein kann die Gesellschaft sämtliche immobilienbezogene Geschäfte, Handelsgeschäfte, gewerbliche oder finanzielle Geschäfte tätigen sowie sämtliche Transaktionen und Geschäfte, die geeignet sind, unmittelbar oder mittelbar die Verwirklichung oder Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks zu fördern oder zu erleichtern.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. - Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSENDVIERHUNDERT EURO (EUR 12.400,-), eingeteilt in EINHUNDERT (100) Anteile von je EINHUNDERTVIERUNDZWANZIG EURO (EUR 124,-).

Art. 8. Die Anteile können, solange es nur einen Gesellschafter gibt, von diesem Gesellschafter ohne Beschränkungen übertragen werden.

Im Falle, dass es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 9. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. - Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche von den Gesellschaftern für eine unbestimmte Dauer gewählt werden, verwaltet. Sofern mehrere Geschäftsführer gewählt sind, bilden sie einen Vorstand. Die Geschäftsführer können ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können, wobei ihm alle Befugnisse zustehen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden.

Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt der Geschäftsführer, oder im Falle des Vorstandes der vom Vorstand dafür autorisierte Geschäftsführer, die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

Im Falle der Ernennung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Mitgliedern des Vorstandes rechtswirksam verpflichtet, im Falle eines alleinigen Geschäftsführers wird die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift rechtswirksam verpflichtet.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an Unterbevollmächtigte oder an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer kann der Vorstand nur wirksam entscheiden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Vorstandes benötigen eine Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer. Alle Treffen des Vorstandes finden in Luxemburg statt.

Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterzeichnet sind, gelten als genauso wirksam angenommen, als wenn diese Beschlüsse bei einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung getroffen worden wären. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

Außerdem soll jedes Vorstandsmitglied - welches an einer Vorstandssitzung im Wege einer Kommunikationshilfe (einschließlich Telefon) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls durch eine Kommunikationshilfe) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, das andere Vorstandsmitglied jederzeit während der Sitzung zu hören und selbst gehört zu werden - als für diese Vorstandssitzung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt werden.

Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so soll der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

Titel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 11. Der einzige Gesellschafter ist mit allen Zuständigkeiten ausgestattet, die der Gesellschafterversammlung nach Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 eingeräumt werden.

Alle Entscheidungen, welche nicht in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder des Vorstandes fallen, können vom Gesellschafter getroffen werden. Jede solcher Entscheidungen muss schriftlich verfasst, in einem Protokoll festgehalten und in einem speziellen Register registriert werden.

Sollte mehr als ein Gesellschafter existieren, so werden die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der Geschäftsführung. Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung können nur wirksam gefasst werden, wenn ein solcher Beschluss von zwei Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen Stimmrechte gefasst wird, wobei mindestens fünfzig Prozent (50%) des existierenden Gesellschaftskapitals bei der Generalversammlung anwesend sein muss, ergänzt durch die Vorschriften des Gesetzes.

Alle Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Jeder Gesellschaftsanteil beinhaltet das Recht zur Abgabe einer Stimme auf jeder Gesellschafterversammlung.

Jeder Gesellschafter kann im Wege einer schriftlichen Vollmacht eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, autorisieren, ihn auf einer Gesellschafterversammlung zu vertreten und in seinem Namen und auf seine Rechnung abzustimmen.

Titel IV. - Geschäftsjahr - Gewinn - Reserven

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am letzten Dezembertag desselben Jahres.

Art. 13. Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats September, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Das Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter zur Verfügung.

Titel VI. - Liquidation - Auflösung

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit den in den Gesetzen bestimmten Mehrheiten, ernannt werden. Der (die) Liquidator(en) verfüg(en) über die weitestgehenden Befugnisse zur Realisierung des existierenden Vermögens und Begleichung der Verpflichtungen.

Der nach der Begleichung aller Kosten, Schulden und Ausgaben, welche aufgrund der Liquidation entstehen, zur Verfügung stehende Betrag soll verwendet werden, um die von den Gesellschaftern auf Gesellschaftsanteile eingezahlten Beträge zurückzuzahlen.

Der danach noch bestehende Restbetrag wird an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Gesellschaftsbeteiligung ausbezahlt.

Titel VII. - Verschiedenes

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung

Nachdem diese Satzung wie obenstehend verfasst wurde, erklärt die erschienene Partei, wie folgt Anteile der Gesellschaft zu zeichnen:

OpenTLD B.V., vorbenannt, einhundert Anteile,	100 Anteile
GESAMT, einhundert Anteile,	100 Anteile

Die Anteile wurden vollständig bis zu einem Betrag von EINHUNDERTVIERUNDZWANZIG EURO (EUR 124,-) je Anteil durch Barzahlung in Höhe von ZWÖLFTAUSENDVIERHUNDERT EURO (EUR 12.400,-) eingezahlt.

Als Ergebnis steht ab dem jetzigen Zeitpunkt der Gesellschaft der Betrag von ZWÖLFTAUSENDVIERHUNDERT EURO (EUR 12.400,-) zur Verfügung, was von dem Notar, welcher diese Urkunde unterzeichnet, bestätigt wird.

Kosten

Die aufgrund dieser Gründung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Außerordentliche Generalversammlung

Nachdem diese Satzung soeben verabschiedet wurde, entscheidet der oben erwähnte einzige Gesellschafter, eine Gesellschafterversammlung abzuhalten. Nachdem festgestellt wurde, dass die Gesellschafterversammlung wirksam konstituiert wurde, hat diese die folgenden Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-9991 Weiswampach, 15, Gruuss Strooss;
- 2) Als Geschäftsführer (gérant) der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden folgende Personen ernannt:
 - a) Johannes Wilhelmus Antonius Zuurbier, Unternehmer, geboren am 24. Januar 1972 in Velsen, Netherlands, beruflich wohnhaft in Brouwersgracht 19, 1015 GA Amsterdam, die Niederlande;

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der oben erschienenen Partei die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer deutschen Version verfasst

ist, und dass auf Hinweis derselben erschienenen Partei im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version massgebend sein soll.

Der Notar hat die Erschienene darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Erschienene ausdrücklich anerkennt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Person, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die anwesende Person zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: Johannes Wilhelmus Antonius Zuurbier, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 18 avril 2013. LAC/2013/18045. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Für gleichlautende Kopie ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 22. April 2013.

Référence de publication: 2013051309/309.

(130063290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Floann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 157.714.

L'an deux mille treize, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme «FLOANN S.A.», établie et ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57 Avenue Pasteur, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, numéro B 157714, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, en date du 19 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 387 du 26 février 2011 (ci-après, la «Société»).

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Khadigea KLINGELE, juriste, demeurant professionnellement à Mersch (ci-après, le «Président»).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Emmanuel Félix Jean Roger BOUILLON, né le 2 janvier 1969 à Boulogne-sur-Mer (France), demeurant à L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France (ci-après le «Scrutateur»).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
2. Transfert du siège social de L-2311 Luxembourg, 55-57 Avenue Pasteur à L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France et modification, subséquente de l'article 4, alinéa 1^{er} des statuts;
3. Modification de l'article 8 alinéa 1^{er} des statuts.
4. Constat de la nouvelle adresse de l'administrateur unique de la Société.
4. Divers.

II.- Que l'actionnaire présent, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par l'actionnaire présent ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire présent se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de L-2311 Luxembourg, 55-57 Avenue Pasteur à L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France. En conséquence, l'article 4, alinéa premier aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Alinéa 1^{er}** . Le siège social est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette».

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier également l'article 8 alinéa premier des statuts qui sera désormais lu comme suit:

« **Art. 8. Alinéa 1^{er}** . L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, ou à l'endroit indiqué dans les convocations, le 31 mai de chaque année à 15 heures 25».

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que la nouvelle adresse de l'administrateur unique est la suivante:

L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. KLINGELE, E. BOUILLON, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 18 avril 2013. Relation: MER/2013/830. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052016/60.

(130063647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

CLM asbl, Coopération Luxembourg - Montenegro, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4289 Esch-sur-Alzette, 15, Quartier.

R.C.S. Luxembourg F 8.574.

Membres fondateurs:

- RAMDEDOVIC Munir, 3 rue principale F-57840 OTTANGE, ingénieur, né le 10 juin 1967, de nationalité Monténégrine;
- VILLEMEN Jean, 11 rue de Gaulle F57480 SIERCK-LES-BAINS, chargé de développement, né le 10 décembre 1953 à Nancy, de nationalité Française;
- SIJARIC Alija, 9 rue de Moulin, L-4882 LAMADELAINE, ingénieur, né le 18 avril 1957, de nationalité Monténégrine;
- LECLERC Bernard, 1 rue Jean et Julien Noirel, F-57710 TRESSANGE, employé de bureau, né le 17 octobre 1951, de nationalité Française;
- THEOBALD Michel, ingénieur, 21 avenue Sapinière, F- 57490 CARLING, né le 20 décembre 1970, de nationalité Française;

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

Art. 1^{er} . L'association porte la dénomination «Coopération Monténégro- Luxembourg» association sans but lucratif, en abrégé «CLM asbl». Elle a son siège à «15 Quartier L - 4289 ESCH-SUR-ALZETTE». Le siège pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché sur simple décision du Conseil d'Administration.

Art. 2. L'association a pour objet de:

- promouvoir la formation sociale et civique des membres de façon à contribuer à leur intégration au Luxembourg et à leur participation à la vie publique.
- promouvoir l'intégration du Monténégro au sein de l'Union Européenne et des autres institutions internationales;
- promouvoir tout projet ayant pour but le développement durable,
- Sensibiliser et former la population locale dans l'esprit de la sauvegarde d'un environnement naturel intact et promouvoir des produits alimentaires naturels et une culture de vie en ce sens;
- promouvoir la coopération universitaire et scientifique entre le Luxembourg, la Belgique, la France et le Monténégro;
- organiser des activités et des échanges culturels entre le Luxembourg et le Monténégro;

- organiser une coopération dans le domaine d'un tourisme à vocation écologique;
- Participer à des actions humanitaires en faveur des populations du Monténégro,
- réaliser tout projet défini par Assemblée Générale.

Art. 3. L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

Art. 4. Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite. Saisi d'une demande d'admission, le conseil d'administration décide si octroyer de suite le statut de membre effectif ou de membre observateur.

Art. 5. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire après le délai de 3 mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

Art. 6. Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Art. 7. Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

Art. 8. La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être supérieure à 100 euros.

Art. 9. L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

Art. 10. La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive (courriel) devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 11. Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 12. L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts et règlement interne;
- nomination et révocation des administrateurs et des réviseurs de caisse;
- approbation des budgets et comptes;
- dissolution de l'association.

Art. 13. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, soit sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Art. 14. Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres et des tiers par courrier simple / par internet / affichage au siège etc.

Art. 15. L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée de 4 années par l'Assemblée Générale. Le conseil d'administration se compose de 3 à 8 membres; d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, ainsi qu'éventuellement 4 autres membres au maximum élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale. Le conseil d'administration nomme si besoin est un directeur exécutif et ou toute autre personne experte dans les missions confiés par l'assemblée générale.

Les pouvoirs des administrateurs sont les suivants: le président a pour compétence la bonne marche de l'association, il ordonne les dépenses, il représente l'association dans tous les domaines et dans toutes les missions qui lui sont dévolues; le vice-président assiste et remplace le président en cas de vacance de ce poste; le secrétaire est en charge du courrier et de toutes missions et questions administratives concernant l'association, le trésorier gère les comptes et toutes dé-

penses ou recettes diligentées par le président, les autres membres auront un rôle et pourront effectuer toute mission votées en réunion,....

Art. 16. Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation de son président ne peut valablement délibérer que si 2/3 membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres élus, en cas d'égalité la voix du président est prépondérante:

Art. 17. Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

Art. 18. Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 1 signature de membres (le président ou le secrétaire) en fonction sont nécessaires.

Art. 19. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale avec le rapport de la commission de vérification des comptes.

Afin d'examen, l'assemblée désigne un ou deux réviseurs de caisse. Le mandat de ceux-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

Art. 20. En cas de liquidation les biens sont affectés à une organisation ayant des buts similaires.

Art. 21. La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

Art. 22. Les ressources de l'association comprennent notamment:

- les cotisations des membres,
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur.
- les revenus de ses activités

Art. 23. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

En dehors de ses fonctions, il sera possible d'engager un directeur exécutif ou d'autres personnes expertes, cela à contrat à durée déterminée et ou indéterminée, pour la réalisation des projets et missions définis par l'assemblée générale.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé lors de la dernière assemblée générale.

Ainsi fait à Esch-Sur-Alzette le 19 avril 2013.

M. RAMDEDOVIC Munir / M. VILLEMINE Jean / M. SIJARIC Alija / M. LECLERC Bernard / M. THEOBALD Michel
Les membres fondateurs

Référence de publication: 2013051763/117.

(130063269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pasta Point Pétange Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 29, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 145.465.

L'an deux mille treize.

le dix-sept avril.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1.- Madame Domenica GARGANO, cuisinière, demeurant à L-4437 Soleuvre, 11, rue de Differdange.

2.- Monsieur Antonio MAELLARO, cuisinier, demeurant à L-4437 Soleuvre, 11, rue de Differdange.

Lesquels comparants sont ici représentés par Monsieur Emmanuel KARP, juriste, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg, 5557, avenue Pasteur, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 11 avril 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée PASTA POINT PETANGE S.à r.l., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 145.465 (NIN 2009 2407 390).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Jean SECKLER, de résidence à Junglinster, en date du 20 mars 2009, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 811 du 15 avril 2009.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-), attribuées aux associés comme suit:

1.- Madame Domenica GARGANO, prénommée, soixante-trois parts sociales	63
2.- Monsieur Antonio MAELLARO, prénommé, soixante-deux parts sociales	62
Total: cent vingt-cinq parts sociales	125

Ensuite les comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la société de Luxembourg à Pétange et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 4. (alinéa 1^{er}). Le siège de la société est établi à Pétange.

Deuxième résolution

Les associés décident de fixer la nouvelle adresse de la société à L-4702 Pétange, 29, rue Robert Krieps.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: : E. KARP, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 18 avril 2013. Relation: ECH/2013/739. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051521/44.

(130063365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

VCP Jet Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 50.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 171.480.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053688/11.

(130065862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Autumnleaf S. à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue John Fitzgerald Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.095.

Par résolutions prises en date du 28 mars 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Wendy FRIEDMAN DULMAN, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 10019 New York, Etats-Unis, de son mandat de Gérant de classe A, avec effet immédiat;

- nomination de Shari Verschell-Silverman, avec adresse professionnelle au 9, West 57th Street, 48th Floor, 10019 New York, Etats-Unis, au mandat de Gérant de classe A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013053774/15.

(130066194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.